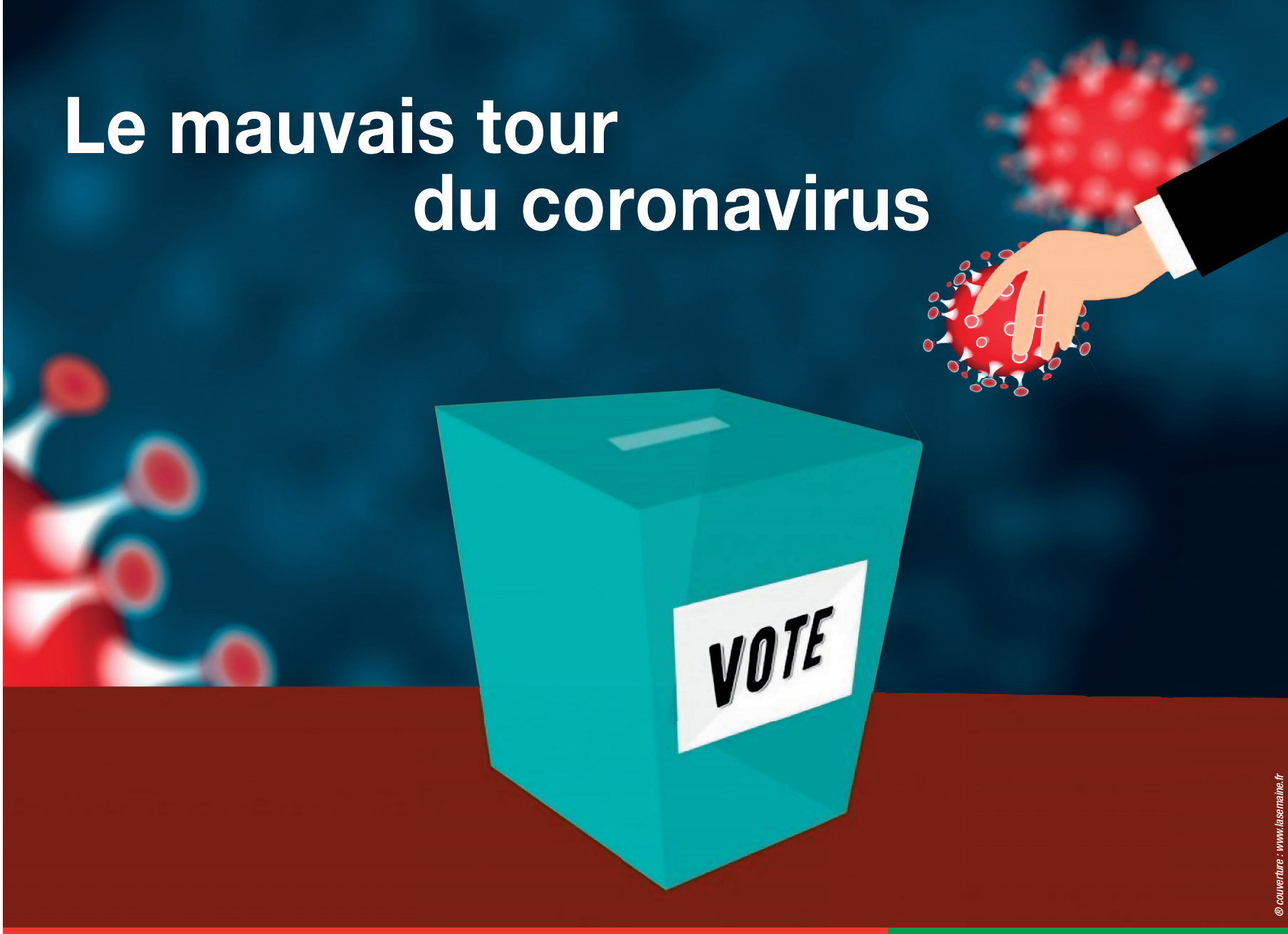
eaj pnb

LEMA

Le mauvais tour du coronavirus



© couverture : www.lasemaine.fr

Koronabirusaren ukaldi txarra

Nº 224 ZKIA
2020ko Urtarrila-Otsaila-Martxoa
Janvier/Février/Mars 2020
www.eaj-pnb.eus
EAJ-PNB

SAR HITZA / EDITO
Ça y est ! Nous y sommes ! Hala, hor gaude ! ..... P. 3. Orr.

OSAGARRIA / SANTÉ
Dominique Larramendi : « méfions-nous du calme apparent » ..... P. 4-5. Orr.

HAUTESKUNDEAK /ELECTIONS
9 candidats jeltzale élus au premier tour ..... P. 6-10. Orr.
Sébastien Hiribarren : «Hegoalde a un temps d'avance »
Sophie Laplace : « mettre mes compétences au service des jeunes »
Ioan Hacala : « je devrais être délégué au développement durable »
Christophe Lamboley : « une équipe jeune et positive »

TEKNOLOGIA
Le Pays basque au cœur d'initiatives numériques au nord comme au sud ..... P. 11. Orr.

HISTORIA
Gilles Simeoni : "Arriskutsua da Parisek hauteskundeen emaitzei zilegitasuna kendu eta gure aldarrikapenak ez onartzea" ..... P. 12. Orr.

EUSKARA
Beñat Arrabit : « le pouvoir central n'est pas en phase » ..... P. 13. Orr.

HANDIK / ECHOS DU SUD
Autonomiques reportées : d'abord l'urgence sanitaire ..... P. 14-15. Orr.

HISTORIA
La sorcière, une femme moderne et non conventionnelle» ..... P. 16. Orr.

EKOLOGIA
Le coronavirus, un allié contre le dérèglement climatique ? ..... p. 17-18. Orr.

ALDERDIAREN BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
« La vie courte et exceptionnellement riche » du Lehendakari Aguirre ..... P. 19. Orr.

ALDERDIAREN BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
Le Lehendakari Aguirre en photos ..... P. 20. Orr.

Hala, hor gaude !

Ça y est ! nous y sommes !

Pako Arizmendi



Batzuen beldurra egiazki gertatu da. Azken egunotan, gure ziurtasunak zalantzen jartzen duen egoera berezi batean sartuak gira. Atera gabetzean sartuz geroz, gure bizi moldeak, gure hautuak galdezkatzen ditu egoera honek … Gure ingurumen hurbila biziaraztea berriz deskubritzen dugu, tokiko saltegiak, laborariak, horiek baitira zinez biziarazten gaituztenak, jatekoa emanez. Gauzen zentzua, baitezpadakoaren zentzua berriz jiten zaizkigu gogora.

« Hurbiltasunak bere tokia berriz hartzen »

Edozoin gisaz, ekonomiaren bat bateko geldialdi honek aireko baina ere soinu kutxatze tasa apaltzen du. Bideetan banaka ibilgailu batzu beharrez eta ez itzurarentzat mugitzen dira, abiaduraren mugen barnean egonez. Ezantza saltzailea, mokor bada ere, tokiko janari saltzaileak bezero berriak aurkitzen ditu. Ihize mota guzietarik agertzen dira, xoriak kantu gugurkaz sekulan bezala ari dira eta hartzen dugu airea ere arinago da.

Dakigun bezala, gure planeta osoarentzat eta gure osagarriarentzat txarra dagoen usaiako bizi moldera itzuliko ote gira, egoera berezi honen ondotik ? zinez gure buruari egin daiteken galdera ondoko hau bezala, eremu zabaleko eritasun hontatik arazorik gabe aterako ote gira.

Joan-etorriak mugaturik dira eta hurbiltasunak bere tokia berriz hartzen du. Egoera larri honen aintzinean, bere tokiaren atsemaiteko zailtasunak ditu Estado zozialak. Jakin gabe sobera norat joan dabiltza kudeatzaileak, ariketa zail honetan, osagarri krisialdi hau ekonomiko eta zoziala bihurtuz menturaz …

« EAJ-PNBren baloreak berriz agerian ezartzen ditu krisialdi honek »

Garaia heldu da gogoetatzeko zinez zer nahi dugun, erabakitzea eta argiki erraitea zinez zoin diren gure beharrak, « beti gehiago » leloa edo « kanpoan hobeki da » erranaren mehatxu pean egon gabe. Tokiko eta egiazko demokrazia baten beharra erakusten digu abisu larri honek, baztertuz, Estado zentralizatu eta hirigune handien eredua. Martxoko erditik goiti bizi dugun esperientsia txar honek ideiak zentzu onera ezarri behar dizkigu. Hainbateko alorretan eta bereziki, hurbiltasun baloreak kontutan hartuz, EAJ-PNBren baloreak berriz agerian ezartzen ditu krisialdi honek. Agian, atera gabetze egoera hau ez da sobera luzatuko … Erronka bat bizitzen ari du demokraziak. Baina, ez dugu ahantzi beharko egiazki zer nahi dugun.

Ça y est, ce que certains craignaient est arrivé. Ces derniers jours, nous sommes entrés dans une situation inédite qui remet en question nos certitudes. La situation que nous vivons depuis la mise en confinement questionne nos formes de vie, nos choix… On redécouvre l'intérêt qu'il y a de faire vivre notre environnement immédiat, les commerces de proximité, les agriculteurs « du coin » car ce sont les seuls aujourd'hui qui peuvent nous nourrir, nous faire vivre, au sens premier du terme. Nous redécouvrons le « sens » des choses, le « sens » de l'essentiel.

« La proximité reprend ses droits »

En tous les cas, ce coup d'arrêt de l'économie réduit les taux de pollution de l'air, de pollution sonore aussi. Les voitures esseulées sur les routes, dont l'usage est réduit à l'utile et non plus à l'ostentatoire, respectent des limitations de vitesse. Le pompiste « tire un peu la gueule » mais l'épicier du coin découvre de nouveaux clients. Le gibier prolifère, les oiseaux gazouillent comme jamais et l'air que nous respirons se fait plus « léger ».

Cet intermède suffira-t-il à changer nos modes de vie, que l'on sait pertinemment, dangereux pour notre santé, pour la planète toute entière ? On peut se le demander comme nous pouvons nous demander si nous sortirons indemnes de cette pandémie historique.

Les déplacements sont limités et voilà que la proximité reprend ses droits. Devant l'urgence, l'Etat providence a du mal à reprendre sa place dans la cité. Aux commandes, les décideurs donnent l'impression de naviguer à vue car l'exercice est difficile devant cette crise sanitaire qui peut déboucher sur une crise économique voire sociale…

« Cette crise remet au goût du jour les valeurs que nous défendons à EAJ-PNB »

Il est temps de prendre le temps de réfléchir à ce que nous voulons vraiment, de décider ce dont nous avons vraiment besoin et de l'exprimer clairement, sans la pression du toujours plus, sans la pression du c'est mieux ailleurs. Ce coup de semonce nous alerte sur notre besoin d'une démocratie réelle de proximité, pas celle d'un modèle d'Etat hypercentralisé relayé autour de mégapoles. La mauvaise expérience que nous vivons depuis la mi-mars doit nous aider à remettre nos idées en place. Dans de nombreux domaines et en particulier dans la prise en considération des valeurs de proximité, cette crise remet au goût du jour les valeurs que nous défendons à EAJ-PNB.

Souhaitons que ce « couvre-feu » ne s'éternise pas…

la démocratie est mise à l'épreuve. Mais il faudra se souvenir de ce que nous voulons vraiment…



Dominique Larramendi : « méfions-nous du calme apparent »

Dominique Larramendi, médecin jeltzale à Hasparren intervient régulièrement sur l'actualité de la santé. Il nous explique le traitement de la crise sanitaire du coronavirus, telle que vécue par un médecin du Pays Basque nord.

Est-ce que votre quotidien de médecin a changé depuis le début de la pandémie de coronavirus ?

Incontestablement, notre pratique quotidienne se trouve profondément modifiée. Nous devons faire face à un adversaire inconnu qui a complètement transformé notre organisation de travail plus que le cœur de notre métier. Face à cette situation inédite pour nous tous, la prise en charge des patients qui consultent, quel qu'en soit la raison, nous oblige à nous adapter. De médecin de famille, nous voilà devenu médecin de catastrophe ! En plus de notre activité classique qui se poursuit, nous devons faire face à cette épidémie et à l'angoisse qu'elle engendre au sein de la population.

Nous avons dû revoir notre organisation dans les cabinets, mettre en place le télétravail pour nos secrétaires, des lieux d'accueil spécifiques pour les patients suspectés d'être infectés par le Covid-19. Sans oublier la quête effrénée du matériel de protection !

Mais notre relation à l'autre, dans cette profession qui est aussi un métier de communication (écouter, informer de façon claire et objective, faire preuve d'empathie) reste au centre de notre quotidien.

Prêtez-vous un regard particulier sur les maisons de retraites et les EHPAD, lieux de concentration de personnes âgées donc plus fragiles ?

La situation des plus fragiles, et en premier lieu nos aînés qui sont en EHPAD est une préoccupation de chaque instant car le risque est grand d'assister à une hécatombe si nous ne sommes pas vigilants. Le confinement est pour ce public une nécessité absolue même si l'absence de lien avec les familles est douloureux. N'oublions pas non plus les personnes isolées à leur domicile. Les services d'aides à la personne sont un lien indispensable, et parfois le seul, qui nous alerte à la moindre évolution péjorative du patient.



Eri batzu, Baionako Harambillet-eko zahar etxean

A l'heure qu'il est, peu de cas sont recensés en Pays Basque, cela signifie-t-il que le virus circule peu dans cette zone ?

Méfions-nous du calme apparent. Certes, peu de cas hospitalisés sont recensés mais les appels aux médecins, qu'ils soient en ville, de SOS Médecin ou au centre 15 ne cessent de progresser chaque jour. La situation est relativement calme mais nous devons nous préparer à faire face à une véritable vague. Se préparer ne veut pas dire que cette situation extrême va se produire mais il s'agit d'être rigoureux et d'anticiper. C'est cela être responsable.

Le Pays Basque Sud est un des principaux foyers d'infection de l'État espagnol. Cela aura-t-il des répercussions en Pays Basque Nord, en cette saison de cidrerie notamment ?

Sur le plan de l'épidémie et de la santé publique, il y a peu de répercussions à ce jour, les flux de population étant réduits. Le respect des deux côtés de la Bidassoa des mesures de confinement représente le rempart le plus efficace face au virus. Il est évident qu'il n'en est pas de même sur le plan économique et social mais on sort là de mon domaine de compétence.

Les mesures de confinement prises en France vous parait-elles suffisantes ?

Sûrement pas ! Le confinement le plus strict possible avec la réduction des contacts au minimum est à ce jour et en phase 3 de l'épidémie le seul moyen validé pour réduire la circulation du virus.

Je comprends bien que c'est un effort considérable demandé à la population mais il y a encore beaucoup trop d'attitude désinvolte face à l'épidémie. Dans la très grande majorité des cas (plus de 85%), la forme d'atteinte sera minime voire asymptomatique. Mais nous avons un devoir vis-à-vis des plus fragiles et des soignants hospitaliers. Nous devons, nous les soignants de ville, former une digue sanitaire, aider par l'attitude responsable de chacun. Il n'est pas question de connaître ici la situation extrême du Grand Est. Nous pouvons l'éviter ! A chacun de prendre ses responsabilités. Nous, médecins et infirmier(e)s libéraux et hospitaliers, nous assumons notre engagement malgré nos craintes pour nos patients, nos proches ou nous-mêmes.

Avez-vous des retours sur le niveau de civisme des citoyens du département et du Pays Basque ?

Il y a deux aspects dans cette question. Le civisme se voit dans le respect des mesures barrières et du confinement. Je constate que les gestes semblent bien compris et appliqués. La distanciation sociale est en certains lieux encore à géométrie variable (je pense par exemple à certains marchés, commerces). Les efforts indéniables des responsables de ces lieux doivent être reconnus et soutenus par les pouvoirs


Osagarri zerbitzuen lan aipagarria, krisialdi honekilan agerian egoiten

publics. La balance entre directives sanitaires et soutien de l'économie est un équilibre difficile, je le sais bien.

Mais le civisme, c'est aussi faire preuve de solidarité. Et les exemples sont nombreux de gestes gratuits de soutien : la mise à disposition de masques par des entreprises ou des particuliers, le désir d'aider bénévolement. Je pourrais personnellement citer l'exemple d'infirmiers retraités qui sont prêts à s'engager pour nous aider au moment du pic épidémique. C'est cela aussi le civisme : ne pas avoir peur de s'engager pour défendre l'intérêt commun. Alors, oui, on peut dire que le Basque fait preuve d'un grand civisme. Et heureusement c'est une qualité partagée par une foule d'anonymes sur l'ensemble des territoires touchés.

Le système centralisé à la française est-il un avantage dans ce type de mesures d'urgence ?

La centralisation permet d'avoir une vision globale de la situation épidémique et de permettre une solidarité entre les régions les plus touchées et celles qui le sont moins. Je pense par exemple au transfert de patients de Corse à Marseille ou de Mulhouse à Bordeaux.

Cela autorise aussi un plan d'action commun sur le plan médical en définissant des stratégies de prise en charge consensuelles. La mutualisation des connaissances, facilitée par les réseaux sociaux et des moyens parfois dérisoires, comme pour les moyens de protection pour les soignants au sens large, est une nécessité face à un ennemi commun qui ne connaît pas de frontière.

Mais il faut permettre aux acteurs locaux d'adapter la réponse aux caractéristiques médico-sociales locales. Ce qui est vrai en ville ne l'est pas forcément à la campagne. Ou, autre exemple, permettre aux structures publiques et privées la mise en place de passerelles. On peut noter avec satisfaction que l'Hôpital de Bayonne et la clinique Belharra savent travailler en bonne intelligence actuellement.

Le gouvernement basque et les autorités locales ont si besoin, un plan de doublement des lits d'hospitalisation dans des lieux publics. Serait-ce possible ici ?

A ce jour et en raison d'un développement plus tardif de l'épidémie au Pays Basque Nord, les structures hospitalières ont eu le temps d'anticiper un afflux massif de malades en reportant toutes les interventions non urgentes et en libérant ainsi de nombreuses places. Cela suffira-t-il ? Personne ne le sait à ce jour. Mais augmenter les lits ne peut se faire sans personnel soignant dédié. C'est à ce jour le facteur limitant à une telle politique. Espérons que le personnel soignant pourra tenir !

Pour finir sur une note positive, les activités à distance se développent et réduisent l'empreinte carbone. La téléconsultation, un outil d'avenir ?

La médecine se doit de participer à la prise de conscience d'un changement nécessaire de nos conduites. La téléconsultation peut y contribuer même modestement en limitant certains déplacements. C'est aussi un outil, avec la télé expertise, qui peut faciliter l'exercice médical en milieu rural, à condition d'avoir accès au haut débit.

Mais cette pandémie nous permettra aussi à penser l'école future en facilitant le déploiement des tablettes numériques et le développement de l'école numérique. Le confinement scolaire actuel le démontre.

Sur le plan économique et industriel, nous voyons bien la nécessité de relocaliser nos industries stratégiques et notamment médicales. Mais je déborde là des aspects purement médicaux ! C'est le citoyen et père que je suis qui souhaite une prise de conscience collective.

La Terre, cette patiente en soins intensifs depuis trop longtemps, revit. Mais jusqu'à quand ? Nous allons devoir au décours de cette épidémie, regarder avec lucidité notre société et nous engager vers un autre futur. De chaque crise peut naître un monde meilleur.



Euskadiko osagarri zentroaren koordinaketa Urkullu Lehendakaria eta Osasun eta Segurtasun sailburuekin

9 candidats jeltzale élus au premier tour

Les élections municipales de mars 2020 devaient être au cœur de ce Lema. Avant que le coronavirus ne réussisse à les perturber. Quels sont les principaux résultats de ce premier tour du scrutin, marqués par le phénomène de l'abstention ? Vous découvrirez également certains des nouveaux candidats d'EAJ-PNB, tous encore en lice pour le second tour. Les entretiens ont eu lieu avant le 1er tour de scrutin.

EAJ-PNB compte 21 alderdikide en lice, lors de ces élections municipales de 2020. 3 d'entre eux sont présents dans 2 listes différentes à Hendaye et n'ont pas reçu de soutien d'EAJ-PNB. 9 des candidats jeltzale ont été élus, à l'issue du premier tour. 7 candidats jeltzale devraient être présents au second tour, à Bayonne, à Biarritz, à Urrugne, à Ciboure et peut-être à Viodos. Enfin, 2 candidats ne seront pas élus, une personne volontairement en position inéligible et un candidat libre.

Un second tour à la fin Juin ?

Difficile de réaliser des plans sur la comète, tant les incertitudes planent sur ce scrutin. La loi d'urgence sanitaire a fixé un cadre provisoire. Les élections acquises dès le premier tour sont confirmées. Les élus issus du 1e tour sont donc confortés dans leur fonction, parmi eux, les 9 élus jeltzale. Dans les communes dont un second tour doit départager les candidats, celui-ci aura lieu à la fin Juin sauf si les conditions sanitaires ne le permettent pas. Dans ce cas, le vote serait intégralement reporté en 2e partie d'année, avec à nouveau un premier tour et si nécessaire, un second tour de scrutin.

L'autre inconnue a été celle de la participation. Les personnes les plus fragiles, en particulier, les personnes âgées ont-elles moins voté qu'à l'accoutumée ? A l'inverse, les publics les moins civiques ont-ils eu une raison supplémentaire de ne pas voter ? Des listes ont-elles été impactées par cet absentéisme ?



Eaj-Pnb-ren hautagai batzu aurkezpen prentsaurrekoaren aintzin

Un basquisme ambiant

Dans ce contexte si particulier, le scrutin du 15 mars dernier a connu son lot de nouveautés, de surprises ou de confirmation.

Parmi les résultats acquis dès le 1e tour, St Palais et St Jean Pied de Port, les deux centres bourgs Baxe Nafartar, auront à leur tête deux maires ouverts à la basquitude, Laurent Inchauspe et Charles Massondo. Hasparren élit sa première maire féminine en la personne d'Isabelle Pargade, qui succédera à Beñat Inchauspe, l'un et l'autre de tendance euskalzale. Parmi les principales villes côtières, Anglet et Saint Jean de Luz ont réélu respectivement Claude Olive et Jean François Irigoyen et une grande partie de leur équipe dont deux jeltzale, dans la cité corsaire. A minima, un second tour sera nécessaire dans d'autres villes côtières, avec des points chauds, à Biarritz, Bayonne, Boucau, Urrugne et Ciboure. En Labourd intérieur, à suivre de près, Itxassou, St Pée sur Nivelle ou Ascain et en Soule, Mauléon.

EH Bai en progression

Les listes soutenues par EH Bai et suivant les cas, d'autres formations de gauche, ont le plus souvent progressé, à Mauléon, St Jean Pied de Port, Itxassou, Kanbo ou Ustaritz, à en stagnant parfois, comme à Ahetze, St Pée sur Nivelle ou Larressore. A Urrugne et à Ciboure, les listes estampillées EH Bai, EELV ont bénéficié de l'absence d'une autre liste de gauche, alors qu'à Bayonne, le partenariat avec Ensemble Insoumis a moyennement fonctionné. A Biarritz, cet attelage a obtenu un résultat honorable. Au lendemain de l'instauration de la Communauté Pays Basque, les idées bascophiles gagnent du terrain.

Beñat Oteiza

LES 9 ÉLUS JELTZALE

Basse Navarre et Soule

Beñat Arrabit et Panpi Etchegaray ► ***Arrosa***

Marielle Aurnague - - - - - - - ► ***Uharte Garazi***

Gilles Choury - - - - - - ► ***Ezpeize-Undureine***

Daniel Daraspe - - - ► ***Berrogaine-Larüntze***

Labourd

Alain Dubois - - - - - - - - - - - - - - - ► ***Makea***

Peio Etxeleku - - - - - - - - - - - - - - - ► ***Kanbo***

Manuel Bakero et
Jean Marc Quijano - - ► ***Donibane Lohizune***



Sébastien Hiribarren : «Hegoalde a un temps d'avance »

Sébastien Hiribarren, professionnel du tourisme, à Hendaye, a intégré la liste de M. Gavilan, à Urrugne. Comme beaucoup, il a un lien familial qui le pousse naturellement vers le Pays Basque, dont il loue le dynamisme touristique.

La proximité d'Hendaye avec le Pays Basque sud facilite-t-elle le sentiment basque ?

Comme beaucoup d'habitants de notre territoire, je suis lié, par mon histoire familiale, à "l'autre Pays Basque" : mon grand-père maternel était originaire d'Eibar qu'il a dû quitter au moment de la guerre civile. J'ai longtemps habité Hendaye (où je travaille encore) avant de vivre, aujourd'hui, à Urrugne. La proximité du Gipuzkoa aide, effectivement, à prendre conscience de « l'autre Pays Basque » qui, forcément inspire. La communauté autonome basque est parmi les plus riches d'Europe. Elle a su cultiver une identité propre qui lui sert de moteur tout en s'ouvrant au monde et se tournant résolument vers l'avenir. Alors que certains y voient une incompatibilité, j'y vois personnellement du sens et adhère pleinement à ce modèle de développement qui est le socle du projet d'Eaj-Pnb.

J'ai fait la connaissance de Jean Tellechea en 2017, à l'issu d'une réunion publique organisée lors de la campagne des élections législatives. Le courant est très vite passé entre nous et c'est tout naturellement que j'ai rejoint Eaj-Pnb et son biltzar de la Bidasoa.

Tu es un professionnel du tourisme. Le Pays Basque a-t-il réellement une image attractive ?

Le Pays Basque est une destination touristique à part entière dont l'image est effectivement attractive. Elle est portée par la beauté et la diversité de ses paysages et une forte identité.

Si au XIXème siècle, l'on venait au Pays Basque quasi exclusivement pour profiter des bienfaits de l'eau de mer, la région rayonne aujourd'hui à l'international autour d'une offre de prestations bien plus large et de qualité.

Au Sud, la construction du musée Guggenheim à Bilbao, il y a 22 ans, a fait basculer la destination dans une nouvelle dimension. Le territoire a su se structurer en s'appuyant sur d'autres points forts tels que la gastronomie à San Sebastian ou encore une offre événementielle riche et reconnue.

A l'heure de la structuration du tourisme à l'échelle de l'agglomération Pays Basque, côté Nord, il me paraît qu'Hegoalde a un temps d'avance. Nous en inspirer et travailler ensemble est une évidence à mes yeux.

Tu vis ta première campagne électorale, à Urrugne, au sein de l'équipe menée par M. Gavilan. Comment qualifierais-tu cette expérience ?

Cette expérience est extrêmement enrichissante. Francis Gavilan serait un très bon maire. En plus de son expérience et de sa parfaite maîtrise des dossiers, il possède toutes les qualités humaines nécessaire à la fonction de premier magistrat. Je lui souhaite sincèrement de l'emporter, il le mériterait.



Eneko Goia, Donostiako auzapeza Hego eta Iparraldeko harremanen indartzeko hitzaldian

L'équipe qui l'accompagne a été composée finement. Elle est constituée d'élus ou anciens élus expérimentés et de nouveaux dont je fais partie avec chacun nos domaines d'expertise. "Ville de quartiers", tous sont représentés. Je suis ravi de l'accueil qui m'a été réservé et ai beaucoup appris au contact des autres co-listier(e)s, en matière d'agriculture, par exemple.

Une campagne électorale, c'est aussi et surtout des échanges avec la population. Ces derniers ont aussi été des plus riches.

Quels sont les champs de responsabilité qui t'intéresseraient si tu es élu dans la majorité municipale ?

Je ne souhaite pas présumer des résultats du vote des Urruñars Le contexte de l'élection invite d'autant plus à la prudence.



Sophie Laplace : « mettre mes compétences au service des jeunes »

Sophie Laplace est engagée dans la liste de Jean René Etchegaray à Bayonne. Son témoignage personnel peut servir d'exemple à des femmes qui hésitent à s'engager dans la vie publique. Responsable de stage et de l'alternance dans les métiers du numérique à l'IUT de Bayonne, elle souhaite œuvrer en faveur de l'égalité des chances et contre la fracture numérique.

Concilier vie privée, carrière professionnelle et engagement politique est encore trop difficile pour bien des femmes. Quelle est votre expérience personnelle ?

Je me suis engagée en politique en 2014 au côté de Claude Olive. J'élevais alors déjà seule mes cinq enfants, âgés à l'époque de 3 à 15 ans, en travaillant en tant qu'enseignante à l'université. Alors bien sûr, c'est une expérience qui aura été difficile du point de vue psychologique et du point de vue matériel.

Psychologiquement, il m'aura fallu lutter contre une forme de culpabilité. Je suis persuadée que les enfants ont besoin que l'on passe du temps avec eux pour bien grandir. C'est pourquoi j'ai parfois eu l'impression de leur voler du temps pour aller travailler ou m'investir en politique.

Mais, c'était, et c'est encore, une manière de leur ouvrir le chemin : oui, on peut être un parent célibataire et avoir une activité professionnelle épanouissante ainsi qu'une activité politique passionnante. Il faut s'organiser et beaucoup travailler pour tout mener de front mais cela en vaut la peine. Je montre donc à mes enfants, et surtout à mes 4 filles, que c'est possible et que cela permet de vivre des moments forts et d'être heureux et épanouis.

La culpabilité des femmes est liée à un manque de légitimité vis-à-vis de la société. Je me suis parfois demandée si j'étais réellement ma place. J'ai ainsi dû affronter des regards où je lisais la vision stéréotypée de la place des femmes ayant de jeunes enfants : à la maison. Je ressentais une incompréhension envers la vie que je me suis construite. Heureusement, j'ai également connu le soutien et les encouragements d'autres collègues, hommes ou femmes.

Je crois, d'ailleurs, que les femmes doivent être libres de choisir leur vie de la même façon que les hommes le font depuis la nuit des temps : en couple ou non, avec ou sans enfants, au foyer ou dans la vie active, avec ou sans engagement politique ou associatif. Le regard de la société doit changer et change dans les nouvelles générations : c'est une bonne chose.



Informatika saileko IUT, Sophie Laplace-n lan tokia

Matériellement, je ne peux cacher qu'il est difficile de tout concilier surtout quand on souhaite être très présente dans l'éducation de nos enfants et active et efficace aussi bien professionnellement qu'en politique.

Heureusement, le Pays Basque est un territoire où la cellule familiale, qui est si importante, est relativement épargnée et je peux et ai pu compter sur les amatxi, aitaxi, tia abuela, oncle, tante… pour me seconder dans ma tâche éducative. Sans leur engagement à m'aider dans cette aventure, je n'aurais pas pu m'y lancer de manière satisfaisante c'est-à-dire sans avoir l'impression de sacrifier les enfants.

Je ne crois pas, cependant, que toutes les femmes mettent en œuvre le même modèle éducatif. D'autres choix sont possibles pour s'engager en politique en particulier pour les mamans qui sont en couple.

Vous terminez votre mandat de conseillère municipale à Anglet. Que retenez-vous de cette expérience ?

Ce mandat qui s'achève aura été un mandat d'apprentissage de la vie politique locale. J'ai participé à diverses commissions y compris à l'agglomération en particulier sur les thématiques de l'éducation et de l'enseignement supérieur. J'ai vu de l'intérieur comment fonctionne une mairie, comment un élu travaille avec les services ou avec ses collègues.J'ai compris qu'il faut être force de proposition et imposer ses convictions. Pour cela, il faut se sentir légitime ce dont j'ai fini par être persuadée car je crois que je peux tout autant apporter que les autres élus ou politiques installés.

Surtout, je me suis rendu compte de la manière dont je voulais travailler et qui me permettra d'être la plus efficace possible. Je souhaite maintenant me recentrer sur une thématique choisie par le maire de Bayonne en fonction de ses priorités et des compétences de son équipe et organiser ma participation aux commissions en fonction … si Jean-René Etchegaray est élu, évidemment.

Après avoir observé l'aquarium de l'extérieur pendant des années, de l'intérieur pendant un mandat, il me semble que je sais maintenant comment y nager et évoluer efficacement.

En raison de sa longueur, lisez l'intégralité de entretien avec Sophie Laplace sur : www.eaj-pnb.eus



Ioan Hacala : « je devrais être délégué au développement durable »

Ioan Hacala est un actif curieux qui aime travailler en équipe. Cette campagne électorale est un nouveau challenge source de plaisirs pour lui. Il regrette l'inutile montée en tension. S'il est élu de la majorité, il aura à cœur de proposer un plan d'actions participatif pour faire de Ciboure, une ville durable.

Ingénieur spécialiste en procédés laser, entrepreneur, dirigeant d'un club de sport durant de longues années, y a-t-il un fil conducteur qui vous mène à la politique ?

De façon générale, c'est la curiosité qui m'a poussé dans la vie, puis l'envie de découvrir et de mettre en pratique. Et tout jeune déjà, mon engagement associatif au sein l'Urruñarrak Handball en tant que joueur et arbitre m'a donné le goût du travail avec et pour les autres. C'est pour ça qu'aujourd'hui, je ne conçois pas de faire partie d'une communauté quelle qu'elle soit, simplement en consommateur.
Ainsi participer et apporter toutes les compétences acquises de mes différentes expériences au profit de ces structures, est pour moi naturel. S'investir en politique était donc dans la suite des choses. Et lorsqu'il a fallu faire les premiers pas, compte tenu de mon attachement à notre beau pays (Euskadi) et à son histoire, ses valeurs et les personnes que j'y ai rencontré, EAJ PNB s'est imposé comme une évidence.

Etudiant à Orléans, vous avez travaillé avec des Japonais. Que répondez-vous aux détracteurs de la fermeture supposée des nationalistes et donc d'EAJ-PNB ?

Il est vrai que le mot "Nationaliste" à une connotation péjorative en Europe, il renvoie aux heures



Ioan Hacala, Eaj-Pnb-ren beste hautagai batzuekin aurkezpen prentsaurrekoan

les plus sombres de l'Histoire, et aujourd'hui il est le signe pour beaucoup du repli sur soi. Associer EAJ PNB à cette vision simpliste du nationalisme est une erreur que beaucoup font par manque de culture politique. Depuis de nombreuses années, EAJ PNB, à la tête de la Communauté Autonome Basque a prouvé qu'il est possible de défendre son identité culturelle, tout en restant ouvert aux autres et engager sa communauté dans la modernité pour en faire une des régions les plus riches d'Europe.

Comment se déroule cette campagne électorale au sein de l'équipe menée par Henri Hirigoyemberry, à Ciboure ?

Elle se déroule bien. Nous sommes 2 membres du PNB sur cette liste, J'ai la chance d'avoir à mes côtés Iñaki Ibarloza, un des fondateurs de notre mouvement en Ipar Euskadi et pouvoir bénéficier de son expérience est une vraie chance.

C'est la première élection à laquelle je participe en tant que candidat. Je prends énormément de plaisir dans le travail de préparation de notre programme et également à le promouvoir et le confronter au public. Cet exercice est très intéressant et permet de prendre du recul sur les principes et les idées qui m'animent. C'est très formateur. Après compte tenu de la configuration particulière des élections municipales à Ciboure c'est l'incertitude qui règne, bien malin sera celui qui aura le bon pronostic. L'atmosphère en est tendue inutilement et je sens la tension et l'agressivité monter, notamment lors des réunions publiques et sur les réseaux sociaux. Je le déplore, je ne vois pas la politique comme un affrontement mais plutôt comme la mise en place de compromis acceptable pour tous.
Enfin, et comme dans toutes les expériences auxquelles j'ai participé, cette campagne a été l'occasion de belles rencontres et rien que pour ça, elle valait le coup d'être vécue.

Quels seront vos champs de responsabilités si vous êtes élus dans la majorité municipale ?

Je devrais être délégué au Développement Durable. Mon travail, dans un premier temps, consistera à établir, en collaboration avec les structures institutionnelles, les associations, les commissions municipales et les Cibouriens, un véritable plan d'action type agenda 21 en faveur de la transition écologique, de la responsabilité sociale et de l'économie durable. Tous les projets que notre liste a défini dans son programme seront développés en réfléchissant à leurs impacts sur l'environnement et de façon plus large, penser que leur mise en œuvre doivent servir les générations futures... Et bien sûr, dans un second temps, en assurer le service après-vente, pour s'assurer que cet engagement ne reste pas lettre morte.



Christophe Lamboley : « une équipe jeune et positive »

Christophe Lamboley, néo Alderdikide d'Eaj-Pnb, aborde avec enthousiasme ces élections municipales à Biarritz, au sein de l'équipe conduite par Guillaume Barucq. Ses années passées en Gipuzkoa le légitime en tant que « faiseur de liens » transfrontaliers. D'autant que les idées et les projets ne manquent pas.

Originaire de la Drôme, comment êtes-vous devenus Basque et membre d'Eaj-Pnb ?

Effectivement je suis originaire de l'est de la France entre la Drôme et la Franche-Comté. J'ai atterri au Pays Basque en 2009 pour mes études à l'école d'ingénieur ESTIA. Tombé amoureux de Biarritz et mon diplôme en poche en 2012, je rejoins une jeune entreprise en Gipuzkoa à Beasain qui cherchait un ingénieur trilingue français, anglais, espagnol afin de développer un cluster pour exporter le savoir-faire de 3 sociétés locales dans la métallurgie mécano-soudure et usinage. Au bout de 5 ans, j'en deviens le gérant et me rapproche du Gouvernement basque de Gasteiz pour des subventions dans des programmes d'aide à l'internationalisation des PME d'Euskadi.

J'ai de suite été très impressionné par le dynamisme, la volonté et les moyens d'EAJ-PNB pour aider son tissu industriel. Le Goierri tient des records en Europe pour son faible taux de chômage. Il m'était apparu évident qu'une politique lorsqu'elle est appliquée avec méthode et sérieux pouvait réellement servir l'intérêt général (loin des préjugés et de la défiance dans nos sociétés et particulièrement en France.) De nombreux collègues appartenaient au PNB et de fil en aiguille je m'en suis rapproché jusqu'à en intégrer le Biltzar de Bayonne l'année dernière via mon parrain, ancienne relation de l'ESTIA et élu à Urrugne Jean Tellechea. EAJ-PNB est totalement en phase avec mes valeurs et mon envie de donner à cette Terre qui m'a accueilli pour en défendre la culture, l'économie et sa place dans le paysage Français, Espagnol et Européen. J'apprends le Basque depuis 3 ans que je trouve fascinant dans sa construction et son utilisation.



Christophe Lamboley, Biarritz Nouvelle Vague taldearen kide batzuekin. Horietan, bere ondoan, Guillaume Barucq, zerrendaburua eta Corine Martineau, taldearen bigarrena.

Etes-vous pleinement intégré à la liste de Guillaume Barucq, à Biarritz ? Quel est votre rôle dans cette équipe ?

C'est le moins que l'on puisse dire, je suis 9ème sur la liste de Guillaume BARUCQ, fléché à la CAPB avec une délégation pour les sujets transfrontaliers. J'y ai trouvé une équipe jeune, positive, avec de fortes compétences chacun dans son domaine. L'approche qu'a Guillaume sur cette campagne et sa vision de la politique change radicalement de ce à quoi nous sommes habitués : mettre les talents en avant comme autant de pierres à l'édifice pour un projet solide et ambitieux pour Biarritz.

Vous connaissez les Pays Basque sud et nord. Qu'ont-ils à nous apporter et réciproquement ? Le transfrontalier est un vaste sujet. Quelles seront vos priorités si vous êtes élus ?

J'apporte cette dimension d'ouverture au sud oui, nous avons déjà pu échanger avec Eneko Goia Laso, maire de Donostia, et sommes totalement en phase sur ce que doivent être les liens entre nos 2 villes et les axes concrets de réflexion.

L'ancrage culturel historique du Pays Basque Sud ainsi que son puissant tissu économique sont des véritables piliers et nous nous devons d'en tirer le meilleur pour tout notre territoire, créer plus de synergies dans des partenariats d'innovation et de recherche, il y a de part et d'autres des centres d'excellence en la matière. Dans l'enseignement pour mettre en place des outils pour aider les jeunes de part et d'autre de la Bidasoa qui souhaitent se développer personnellement et professionnellement à pouvoir faire sauter les verrous que peuvent représenter la maitrise de la langue espagnole ou française. Agir également pour promouvoir l'apprentissage et la pratique de l'euskara moins présent chez les jeunes d'Iparralde mais de pratique quotidienne chez ceux d'Hegoalde. Nous pourrions organiser des ateliers sur des thématiques variées pour échanger et faciliter les contacts.

De notre côté, le sud a tout à gagner de ce que représente Biarritz et sa vitrine touristique, nous pourrions proposer des Pass d'activités culturelles communes entre sud et nord dans l'optique d'avoir un jour des transports entre Bayonne et Donostia à ticket unique et qui permettent l'accès par exemple aux 2 aquariums de Donostia et de Biarritz, aux 2 stades pour un pack weekend Rugby et Football entre Aguiléra / Jean Dauger et Anoeta. Entre le lycée Hôtelier et la Basque Culinary Center, entre le Kuursal et la gare du Midi. Dans l'agriculture, fermes pédagogiques sur les produits du Sud et du Nord, sur la protection et la découverte du patrimoine d'Euskadi.

Bref, vous voyez des idées nous n'en manquons pas ! Je reste convaincu qu'avec une vraie motivation politique et une approche commune, c'est possible. Egin Dezagun !

Le Pays basque au cœur d'initiatives numériques au nord comme au sud

Alors que de ce côté-ci de la frontière, bilatu.eus cherche à promouvoir un moteur de recherche alternatif à l'hégémonique Google, de l'autre côté, en Gipuzkoa, les étudiants de l'Université du Pays basque (EHU/UPV) veulent promouvoir l'usage de l'euskera sur les portables grâce au projet IKD GAZtE. Une manière d'exister face à l'hégémonie de Google et de la mondialisation numérique.

Le territoire en profite !

En Iparralde, il y a bilatu.eus. Située à Izarbel à Bidart, l'initiative Bilatu (« chercher » en basque) vise à devenir une coopérative dans le numérique. Son but ? Tout comme le moteur de recherche français Qwant : être une alternative à l'hégémonie de Google qui non seulement monopolise plus de 93% des recherches mondiales mais n'apporte pas de valeur aux territoires.

Pour Qwant et son 0.5% de part de marché des recherches Internet, l'intérêt est que les données ne sont pas exploitées à des fins notamment commerciales. Le moteur de recherche, actif depuis 2013, garantit que les informations personnelles des utilisateurs ne sont pas stockées ni réutilisées. Aucun cookie ne trace l'internaute. A titre d'exemple, la liste des résultats n'est pas personnalisée comme Google le fait.

De son côté, Bilatu se présente comme un moteur de recherche coopératif éco-responsable et local. Sur son site internet, Bilatu déclare consacrer la moitié de ses revenus publicitaires au financement d'initiatives citoyennes mais surtout elle affirme respecter la vie privée des Internautes, participer au maintien de la biodiversité du territoire, promouvoir le patrimoine culturel et l'euskara. Encore au stade d'élaboration, Bilatu fait en ce moment un appel à la souscription auprès des futurs sociétaires de la coopérative pour que les bénéfices d'Internet reviennent au territoire.



Des téléphones en euskara

De l'autre côté de la frontière, en Gipuzkoa, des étudiants de l'Université du Pays basque (EHU/UPV) ont choisi de travailler à traduire les contenus de leurs téléphones mobiles en basque. Dans le cadre du projet IKD GAZtE organisé au niveau de l'ensemble du campus, les étudiants de l'UPV sont associés à des institutions, des mouvements sociaux, des entreprises pour monter des projets qui les intéressent. Cette année, c'est la Fondation PuntuEUS qui a proposé ce travail. Depuis 2013, la Fondation gère le domaine .eus, tout comme www.bzh pour .bzh en Bretagne.

Sensibilisés à l'influence d'Internet sur la disparition des langues et donc l'importance de naviguer en basque, les étudiants ont choisi de développer la potentialité du domaine numérique basque. C'est technologique mais surtout politique. En effet, le domaine .eus met l'euskara au même niveau que d'autres langues.

La communauté .eus

Le but est de faciliter la normalisation de l'euskara pour apporter une reconnaissance internationale à la communauté de la langue basque.

Depuis une dizaine d'années, les noms de domaines numériques comme . eus, .cat, .gal, .bzh ou .scot permettent de donner une réalité numérique aux petites nations et aux langues minoritaires, une réalité alternative au nom de domaine hégémonique (comme .com, .fr, etc.). Que l'on soit un particulier, une entreprise ou une institution, l'enjeu est identitaire, politique et économique : recourir à la symbolique de l'euskara et de la culture basque renforce les liens interpersonnels, commerciaux parfois. Surtout, il permet d'identifier ses partenaires.

Puntu.eus travaille ainsi à influencer les politiques adoptées par de grandes sociétés comme Google vis-à-vis des langues minoritaires, pour qu'elles les intègrent dans les moteurs de recherche et les moteurs de domaines.

Ainsi, en Iparralde comme en Hegoalde, chez Bilatu.eus comme chez Puntu.eus, des initiatives numériques résistent face à l'hégémonie de Google et de sa mondialisation numérique. Une manière réelle de continuer à résister face à une globalisation nivelant les différences.

Txema

Devenez coopérateur de Bilatu sur www.bilatu.eus



Gilles Simeoni : “Arriskutsua da Parisek hauteskundeen emaitzei zilegitasuna kendu eta gure aldarrikapenak ez onartzea ”

Gilles Simeoni, Kortsikako kontseilu exekutiboaren presidenteari elgarrizketa bat, Franck Dolosoren eskutik.

Autonomia gehiago eskatzen duzue bainan zer egiteko?

Politika, jendartea, kultura eta hizkuntza sailetan aldaketak egin nahi genituzke Europa eta Mediterraneoari zabalduz. Herrialde ttikia gara bainan proiektu zintzoa nahi dugu eguneroko bizia hobetu eta biztanle berriak integratzeko.

Azken urteetan erakunde politiko eta ekonomikoek bat egin dute. Herritarrengandik erabakiguneak ez ote dira urruntzen?

Lehenagoko eskualdea eta bi departamenduen; edo bi merkataritza ganberen bat egiteak urrats teknikoak dira eta ondorio politikoak dituzte. Halere, prozesuek ez digute eskumen berririk ekarri. Aldaketa horiek gogoetak sortu behar dituzte hurbiltasun gehiagoz goza dezagun.

Hondakinen bilketa, gaizkiletza eta espekulazioa bezalako gaitzak pairatzen ditu Kortsikak. Zoin dira zuen lehentasunak?

Gure leloa da “Herri bat eraikitzeko”. Lehentasun ainitz dugunez garrantzitsuena zoin den erratea zaila zaigu. Denbora berean guziei erantzutea saiatzen gara eta horretarako aterabide orokorra bilatzen dugu Frantziako estatuarekin. Hona gero eta jende gehiago datorrenez, kultura eskaintza aberatsa proposatu behar dugu denen integrazioa errexteko. Biztanle berriek ere beren burua kortsikartzat hartu behar dute. Errepideak hobetu eta baketsuki espekulazioaren kontra borrokatu behar dugu.

Frantzian hizkuntz gutituek ez dute oraindik lege babesik. Zuek zer egiten duzue kortsikera sustatzeko?

Anbizio haundiko hizkuntz politika martxan ezarri nahi dugu bainan konstituzioak tarte ttikia bertzerik ez digu uzten. Diglosia egoerari buru egiteko pragmatikoak izan behar dugu urratsak eginez irakaskuntzan eta kortsikeraren alde lan egiten duten talde guziekin. Egoera absurdoak sortzen dituen kontrako ideologia dago. Frantziak onartzen du haurtzaindegi elebidunak sor ditzagun bainan gero langile elebidunei lehentasuna eman diezaiegun oztopatzen saiatzen dira. Diskriminazioa saihetsi behar dela diote bainan norbaitek erran beharko digu nola kudeatzen den gune elebiduna kortsikera menperatzen ez duten profesionalekin.



Gilles Simeoni, arduradun politiko herrikoia, Korzikan

Hamarkadetako tentsio eta urte batzuen lasaitasunaren ondotik, geldirik dago berriz Kortsika?

Demokraziaren ukazioa pairatzen dugu. Bozen %57arekin heldu ginen agintera bainan Macronen gobernuak gure aldarrikapen guziak baztertzen ditu.

1976tik hamar mila atentatu izan dituzue, beldur zara berriz hastea?

Beti erran izan dut argiki demokraziaren bidea bertzerik ez dagoela. Gure ideiak aintzina joan zitezen barne eztabaida sutsuak izan genituen eta ondorioa izan zen klandestinitatea baztertu behar zela. 2014ean Nazio Askapenerako Frenteak borroka armatua utzi zuen eta berehala agintera heldu ginen independentistekin koalizioa eginez. Parisek sortutako injustizia eta krispazioa dago hauteskundeen emaitzak ez baitituzte kontuan hartzen. Biziki arriskutsua da batzuek pentsa lezaketelako lehenagoko moldeak berriz hartu behar liratekela, bainan ez nago ados. Ekintza bortitzak saihesteko konponbide politiko argi eta gardena eraiki behar dugu denen artean.

Katalunian gertatzen denak kezkatzen zaitu?

Agintari abertzalea naizenez Kataluniako herriari elkartasun osoa erakusten diot. Demokrazia errespetatu eta elkarrizketaren bidea aurkitu behar da. Galdeketa bat antolatzeagatik emazte eta gizon politikoak presodengiratzea ezin da onartu gaur egungo Europan. Auzitegien bidea eta kolpeek ezin dute erantzun bakarra izan. Kortsikako batzarrak espetxean daudenei elkartasuna erakusteko bi mozio onartu ditu. Belgikara joan antzin, Carles Puigdemont presidenteak Bartzelonan hartu ninduen gure bi lurraldeen arteko elkarlana haunditzeko asmoz. 340 000 biztanle bertzerik ez ditugunez, Euskadi eta Kataluniaren aldean errealitate ekonomiko eta demografiko arras desberdinak ditugu baina elgarrekin lan egiteko gogoa daukagu.

Nolako harrera egiten diezue etorkinei?

Aquarius itsas untzia hartzeko prest agertu ginen 2018an, gure konbikzioa eta historia baita. Sofritzen dutenak laguntzea naturala zaigu; munduko bigarren gerla denboran gure xaharrek ere juduak babestu zituzten. Ostatu emateak herritar eta hautetsien balore nagusietarik bat izan behar du.

Duela aste batzuk Sabino Arana Fundazioaren saria eman zizuten Bilbon

Ohore haundia zait Kortsikatik ere Euskal Herriari hurbiletik eta errespetuz begiratzen baitiogu. Nere buruaz haratago, sariaren bidez, uste dut urteetan demokrazia, duintasuna eta askatasunaren alde lan egin duten emazte eta gizonen lana aitortu nahi izan dutela.

Euskadirekin ze harreman duzu?

Iazko Irailean Alderdi Egunean parte hartu nuen Gasteizen eta gustatu zitzaidan herriaren gogoa eta belaunaldi desberdinak elgarrekin ikustea. Euskal Herriaren parte izatea eta denbora berean munduari zabalik egotea ikustea gauza ederra da. Guk ere balore berak dauzkagu. Andoni Ortuzar presidenteak eta Iñigo Urkullu lehendakariak gure aita zenaren argazkia eskaini zidaten besta hortan hitzaldia eman baitzuen 1979an. Garaian haurra nintzen oraino bainan gogoratzen dut aita zena presondegitik atera berria zela eta Euskadin bizi zuen egonaldi atseginaren berri eman zigula.

Zuen aita zena, Edmond Simeoni, 2018an hil zen. Kortsikako abertzaletasunaren erreferentzia da bainan zoin izan zen bere ekarpena?

Seguraski ez naiz egokiena bere ibilbidea aipatzeko...Kortsikaren nazioaren ideiaren berpiztearen eragileetatik bat izan zen. Demokrazia eta balore unibertsal eta humanisten alde lan egin zuen ekintzaile nekaezina izan zen.



Beñat Arrabit : « le pouvoir central n'est pas en phase »

Beñat Arrabit, fraichement réélu à Arrosa, revient sur son expérience de président de l'Office Public de la langue basque. Un travail discret nécessaire pour mener à bien dans le vaste chantier du renouveau de l'euskara. La réticence du pouvoir central à l'égard des langues régionales n'est pas nouvelle. L'examen d'une proposition de loi l'a encore démontré.

L'Assemblée Nationale a approuvé récemment une proposition de loi édulcorée sur les langues « régionales ». Qu'en penses-tu ?

Je pense qu'il faut souligner le volontarisme et l'abnégation d'un député en particulier, je souhaite mettre en lumière Paul Molac, qui est exemplaire en matière de proposition de projet de loi pour la protection patrimoniale des langues régionales. Dans son propos introductif il a rappelé les difficultés que la France a avec ses langues régionales dès la révolution avec en particulier le député révolutionnaire l'abbé Grégoire. Il a souligné également



Paul Molac, deputatu bretoindar atsekabea herrien hizkuntzen alde ©France Bleu

que depuis la loi Deixonne de 1951 nous avons dû attendre 2 propositions en 2015 et 2016 pour que l'assemblée planche sur la sauvegarde du patrimoine historique de la France que sont les langues régionales. Ce sujet ne semble pas être d'un grand intérêt pour notre représentation nationale…

Vous évoquez que l'assemblée nationale a approuvé une proposition de loi édulcoré. En effet nous pouvons souligner entre autre qu'avec le rejet de l'article 3 de cette proposition portant sur l'enseignement des langues régionales dans le cadre de l'horaire normale des établissements d'enseignement, nous continuons à avoir une fragilité juridique dans notre système éducatif.

N'assiste-t-on pas à une crispation du pouvoir central à l'égard de ces langues ? La République en Marche n'est-elle pas décevante à cet égard ?

Il est clair que le pouvoir central n'est pas en phase en matière de connaissance, de motivation en faveur de la problématique des langues régionales avec ses représentants locaux, en tous cas, de notre territoire. Quant à nos députés locaux, leur absence et leur peu d'engagement à Paris pour traiter ce sujet est effectivement décevant. Pourtant de retour sur notre territoire, ils se disent intéressés…

Kontseilua a proposé aux candidats aux élections municipales, un protocole d'actions en faveur de l'euskara, qu'en penses-tu ?

Kontseilua a fait une proposition de boite à outil pour les communes qui est intéressante car elle s'adresse à toutes les communes grandes et petites, et chacun peut trouver des actions à mettre en place au prorata de sa motivation et de son engagement. Je pense qu'ensuite que la stimulation et peut être la concurrence entre les collectivités pourra nous faire progresser en la matière.

La Communauté Pays Basque aussi est un véritable appui pour l'ensemble des communes. Nous sommes maintenant opérationnels et les nouveaux exécutifs communaux ne doivent pas hésiter à solliciter le service de politique linguistique.

Quels sont les dossiers « chauds » de l'OPLB



Eusko Jaurlaritzarekin lortu baimena aurkezteko prentsaurrekoa, Beñat Arrabit-en ondoan, Miren Dobaran, Eusko Jaurlaritzaren hizkuntz politikarako sailburuarekin (ezker) eta Bernadette Soulé, EEPren zuzendariarekin (eskuin) ©Irekia

? Quel bilan tires-tu de ces 3 années à la tête de cette institution ?

L'OPLB a beaucoup de fers au feu mais le principal est bien sur le dossier relatif à l'enseignement dans toutes ces composantes. Passer ces 3 années à la tête de cette institution a été très enrichissant car j'ai découvert un domaine en le fréquentant de prés dont je n'imaginais pas sa complexité et sa technicité. J'ai découvert aussi des personnes de grandes qualités qui portent véritablement avec passion ces politiques publiques.

L'OPLB est composé de 4 partenaires que sont : l'Etat, la région, le département et la Communauté Pays Basque et nous avançons en dégageant toujours un consensus qui nécessite beaucoup de débat afin d'avoir une compréhension mutuelle. Malheureusement ce n'est que seulement depuis peu de temps que l'équipe est complète et je regrette la situation que j'ai connu car cela été un frein à l'efficacité dans la progression de ce groupement d'intérêt public. En équipe restreinte, tout en menant beaucoup d'autres chantiers, nous avons dû déterminer le qui fait quoi entre les différentes institutions et particulièrement avec la Communauté pays Basque. C'est bien sûr dans un souci d'efficience qu'un nouveau projet stratégique a été voté à l'OPLB qui permet le partage et délimite les domaines d'interventions des uns et des autres tout en fixant de nouvelles ambitions.

C'est un peu la même situation que j'ai vécu au sein de la Communauté Pays Basque car là aussi j'avais la responsabilité de la politique linguistique et c'est depuis peu de temps également que l'équipe est complète et en ordre de marche.

Le bilan de ces 3 années sera, je crois, un peu comme le sentiment du bâtisseur qui termine son travail avec la satisfaction du devoir accompli… et pourtant beaucoup reste à faire.

Autonomiques reportées : d'abord l'urgence sanitaire

Avancées, puis reportées… La date des futures élections pour le renouvellement du parlement basque de Vitoria-Gasteiz, n'est pas connue. Priorité à la lutte contre le Coronavirus avant toute autre chose.

Avancées de plusieurs mois au 5 avril 2020, à l'initiative du lehendakari Urkullu, les élections autonomiques ont finalement été reportées à une date non précisée pour l'heure. Avant l'été ? Peut-être, à condition que la pandémie Coronavirus soit jugulée. A l'origine, le renouvellement du Parlement autonome basque et la désignation du prochain lehendakari étaient programmés pour l'automne 2020. Le président Urkullu (candidat à un troisième mandat) avait décidé de bousculer ce calendrier, tout comme d'ailleurs son homologue galicien. Pourquoi ? Afin de faire l'économie d'une interminable campagne électorale et d'éviter toute concomitance avec d'éventuelles élections autonomiques en Catalogne.

C'est aux partis politiques (EAJ-PNB, PSE, EH Bildu, Elkarrekin-Podemos et Equo Berdeak) représentés au Parlement autonome basque, réunis le 16 mars, que le dernier mot est revenu. Consultés par Iñigo Urkullu, leurs dirigeants ont avalisé le report de la consultation électorale, jugée incompatible avec une pandémie galopante. Leur décision est tombée le 17 mars, soit trois jours après la proclamation de l'état d'exception (« estado de alerta ») par le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, lors d'une intervention télévisuelle des plus solennelles.



Eaj-Pnb avait déjà présenté ses candidats en Gipuzkoa

Une intrusion unilatérale

15 jours de confinement imposés à l'échelle de l'ensemble de l'Etat espagnol. Et ce, sans la moindre consultation préalable des dirigeants autonomiques ! Ceci bien sûr, au grand dam des présidents catalan et basque. Quim Torra et Iñigo Urkullu ont vu-là, l'intrusion unilatérale du gouvernement espagnol dans leurs pérogatives de dirigeants d'autonomies, soumis à une véritable « confiscation » de leurs attributions. Dont celles relatives aux Transports, à la Santé et l'Intérieur. Initiative d'une ampleur sans précédent, si l'on excepte le recours à l'article 155 de la Constitution espagnole, imposé à la Catalogne, au plus fort de la crise occasionnée par le referendum indépendantiste du 1er octobre 2017, déclaré inconstitutionnel par la Justice espagnole.

La plupart des présidents régionaux ont assuré le gouvernement espagnol de leur collaboration lors d'une « réunion » (vidéo-conférence, le dimanche 15 mars) avec Pedro Sanchez. Le président basque a fait de même, non sans avoir sévèrement critiqué la méthode gouvernementale espagnole. Le lehendakari qui n'en reste pas moins « le premier représentant de l'Etat » dans sa communauté, a expliqué qu'il allait privilégier « l'intérêt général », au vu de la gravité de la situation.



Le Lehendakari Urkullu et Mme Murga, ministre basque de la santé font un point de la situation en visioconférence avec les présidents des autres Communautés autonomes et le gouvernement central

L'état d'urgence d'Iñigo Urkullu

La procédure de report électoral exigeait aussi l'accord préalable de la Commission électorale d'Euskadi » (Junta electoral de Euskadi), laquelle a donné son aval le lundi 16 mars, lors d'une consultation à distance. Un confinement (prorogeable) de 15 jours, lui a paru incompatible avec le déroulement d'une campagne électorale « normale », ponctuée de meetings et autres regroupements de personnes. (Ce qu'est venu corroborer le précédent français du premier tour des municipales, du 15 mars dernier…).

Il convient de souligner que quelques heures avant l'intervention de Pedro Sanchez, Iñigo Urkullu entouré de ses conseillères à la Sécurité et à la Santé, avait décliné son propre état d'urgence (« estado de alarma »). Celui-ci prévoyait la fermeture des commerces (excepté ceux de première nécessité, nourritures, pharmacie…), des lieux de restauration, cafés, sociétés gastronomiques, installations sportives, lieux de culte, musées, salles d'exposition (…), sans pour autant aller jusqu'au confinement de la population, imposé par le gouvernement espagnol.

La XII^e législature

Reléguées au second plan par la flambée du coronavirus (notamment en Alava), les autonomiques ne sont donc plus l'urgence du moment. Elles se présentaient pourtant sous un bon jour, malgré la crise politique aigüe générée par la mort de deux ouvriers sur le site de Zaldibar en Biscaye (1). Un jour prometteur pour EAJ-PNB dont la pré-campagne a été conduite par son leader Andoni Ortuzar. Le parti nationaliste basque et le PSE, son allié, espéraient (et espèrent toujours) détenir la majorité parlementaire absolue (38 sièges sur 75), celle-là même qui leur a manqué à un siège prés, lors des élections de 2016. Absence qui s'est ressentie au fil des dossiers sur la gouvernance de l'actuelle mandature touchant à sa fin.

Ces derniers mois, les sondages allaient ainsi dans le sens d'une large victoire jeltzale : l'enquête d'EITB Focus (mars 2020) attribuait 31 sièges à EAJ-PNB, vainqueur de la consultation. Soit trois de plus qu'en 2016, avec un élu de plus dans chacune des trois provinces, Gipuzkoa, Araba, Bizkaia). Selon cette enquête, EH Bildu (gauche abertzale) aurait obtenu un siège de plus qu'en 2016, le PSE 2 ou 3 de plus, le PP-Ciudadanos devant se satisfaire de 5 à 6 sièges et Elkarrekin-Podemos de 7 à 9. Vox pourrait-il faire son entrée au Parlement ? Possible, mais pas sûr. L'objectif d'EAJ-PNB en tout cas, est de constituer une majorité absolue (38 sièges sur 75) avec le PSE, son allié. Ce qui n'a pas été possible (à un siège près) en 2016, a tout de même pesé sur la gouvernance d'une mandature touchant à sa fin, dans une tourmente sanitaire exceptionnelle.

Connus du grand public

Les chefs de file des grandes formations en lice, sont connus. C'est bien entendu le cas du lehendakari Urkullu, de Maddalen Iriarte pour EH Bildu, d'Idoia Mendia pour le PSE, et dans une moindre mesure de Miren Gorrotxategi (imposée par Pablo Iglesias depuis Madrid) pour Elkarrekin-Podemos. Carlos Iturgaiz, ancien dirigeant du PP basque et député européen, représentant de l'aile dure du parti, cible privilégiée d'ETA durant les années 90-2000, fait son retour. La candidature de ce farouche opposant à EAJ-PNB a été imposée in-extremis, par le dirigeant du PP, Pablo Casado (ennemi juré du système autonomique). Cela, au détriment du chef du PP basque Alfonso Alonso, jugé trop « modéré » dans le contexte actuel.

(1) Décharge de Zaldibar (contenant de l'amiante) partiellement effondrée sur l'A8 en Biscaye, près d'Ermua et Eibar, avec menaces de nuages toxiques pour le voisinage. Tragique accident, au cours duquel, le 6 février, deux ouvriers furent ensevelis.

Quelques repères électoraux

- 25 élus par provinces. Rappelons qu'en dépit des disparités démographiques existant entre elles, chaque province élit 25 parlementaires, appelés à siéger au Parlement de Vitoria-Gasteiz. La plus peuplée est la Biscaye, suivie du Gipuzkoa et de l'Alava. Qui veut être élu en Biscaye, doit donc rallier bien plus de voix que nécessaire en Alava et Gipuzkoa. La répartition se fait selon la loi d'Hondt (mode de scrutin plurinominal) qui introduit une certaine proportionnalité dans les assemblées où elle a cours.

- Une exception. Sauf le socialiste Patxi Lopez (7 mai 2009-15 décembre 2012), les lehendakari successifs désignés par le Parlement autonome, étaient tous membres du Parti nationaliste basque : Carlos Garaikoetxea, José Antonio Ardanza, Juan José Ibarretxe.

- Les résultats de 2016. EAJ-PNB 28 sièges. EH Bildu 18 sièges. Elkarrekin-Podemos 11 sièges. PSE 9 sièges. PP 9 sièges.



un récent sondage réalisé par Eitb, favorable à Eaj-Pnb, crédité de plus de 40% des voix.

La sorcière, une femme moderne et non conventionnelle

La sorcière maléfique selon l'Eglise

D'un point de vue historique, le stéréotype de la sorcière est présent dès les procès des années 1420-1430, et se maintient pendant plus de deux siècles. Ce sont le processus judiciaire et la tradition livresque qui permettent de développer ce stéréotype. Au cours des procès dirigés contre les sorcières ou les magiciens, des croyances se développent. Après avoir hésité au Moyen Âge à décréter la réalité de la sorcellerie, l'Église catholique du XVe siècle décide de publier la bulle apostolique Summis desiderantes affectibus en 1484, suivi d'un manuel démonologique, le Malleus Maleficarum « Le Marteau des sorcières », écrit par deux inquisiteurs dominicains. Cet ouvrage, bien que très répandu, n'est pas à l'origine d'une augmentation immédiate du nombre de procès, mais il rendit les juges sensibles au crime de sorcellerie. Il est intéressant de voir que l'infraction de sorcellerie (maleficium) est mise en rapport avec celle d'empoisonnement (veneficium), sans doute parce que dans les deux cas on manipulait des drogues nocives.


Peinture de Francisco de Goya sur une scène de sabbat

Une féministe avant l'heure

De tous temps, les sorcières ont nourri l'imaginaire populaire. De nos jours, elles s'intègrent sans difficultés dans la société moderne. Proches de la Nature et par leur connaissance de toute une pharmacopée traditionnelle, les sorcières sont aussi des écologistes avant l'heure !

Les sorcières incarnent la liberté et un statut non conventionnel de la femme. Elles sont, pour les féministes, une figure de l'émancipation des femmes. Il faut rappeler que les premières chasses aux sorcières avaient pour motif de traquer les femmes médecins, guérisseuses ou avorteuses en les condamnant pour sorcellerie. Dans cette hybridation entre sorcière et féminisme, il ne s'agit plus de se référer à un imaginaire populaire aussi fantastique qu'inquiétant pour le projeter dans la sphère politique. Il revient de prendre la sorcière comme l'incarnation de la femme qui refuse la soumission aux normes et aux contraintes sociales, comme un modèle de femme marginalisée. La sorcière est une figure de dissidence, dont se sont inspirés et dont s'inspirent encore les mouvements féministes. Figure d'une autonomie féminine affranchie des normes, elle a été un objet de haine pour les représentants de l'ordre patriarcal.

« la bonne sorcière »

Dès lors, la sorcière devient une figure de revendication et résistance, de libération aussi ainsi qu'un symbole de lutte face aux oppressions et aux dominations misogynes, en témoigne l'ouvrage de Mona Chollet, « Sorcières la puissance invaincue des femmes » paru en 2018 dans lequel elle propose un tour d'horizon critique des différentes perceptions et réappropriations de la figure de la sorcière. La sorcière devient également un symbole de vieillesse assumée selon Mona Chollet. L'âge et le vieillissement des femmes restent un sujet tabou encore sujet à la dévalorisation.

Pourtant, à mesure que la sorcière se popularise elle quitte l'imaginaire mythique et religieux, se met à gagner les écrans de cinéma et de télévision, à s'intégrer dans les livres de fiction tout en se libérant du fantasme des artistes. La sorcière est alors montrée pour la première fois sous un jour plus favorable, instaurant un nouveau mythe, celui de la "bonne sorcière". C'est un basculement important qui s'opère au XXe et XXIe siècle. C'est désormais une « bonne sorcière ». Ce qu'il y a de commun entre les différentes représentations de bonnes sorcières c'est la nouveauté selon laquelle ces personnages ne prennent plus place du côté de la sorcière marginale et dangereuse. À présent, la sorcière est une femme ordinaire, elle vit parmi les citoyens, s'intègre et surtout agît pour le bien d'autrui en répondant aux devoirs et aux responsabilités que représentent les pouvoirs qui lui sont attribués.

Répétons-le : on n'a aucune preuve de l'existence réelle d'un culte des sorcières, ni qu'il ait jamais existé un groupe de personnes ayant pratiqué un rituel interprétable comme de la sorcellerie. Pour ceux qui le croient, il y a toujours le recours aux contes de fées selon lesquels le seul moyen de faire disparaître une sorcière est d'arrêter d'y penser !


Sorcières, gravure sur bois de Hans Baldung

Dans un prochain article, nous rendrons hommage aux nombreuses femmes qualifiées de sorcières, persécutées, condamnées et brulées vives lors de la mission du Maréchal d'Ancre en Labourd ordonnée par le Parlement de Bordeaux sur ordre du roi Henri IV.

Nous n'oublierons pas non plus les femmes et les filles de Zugarramurdi.

Kauldi
(Avec l'aide de Wikipedia)

Le coronavirus, un allié contre le dérèglement climatique ?

Le confinement généré par le coronavirus développe le travail, la vie à domicile et réduit les déplacements. Une conséquence inattendue contre le réchauffement climatique ?

« A quelque chose malheur est bon » prétend le proverbe. Les plus optimistes trouveront dans la crise sanitaire actuelle, des raisons d'espérer. Paradoxalement, les pessimistes écolos en font sans doute partie. Cette crise sanitaire conduit à un ralentissement de l'activité qui dans l'immédiat réduit les émissions de gaz à effet de serre. En pleine crise, les clichés satellitaires sur la qualité de l'air à Pékin étaient particulièrement saisissants, par rapport à ceux d'un Pékin en pleine activité. Idem en Italie du Nord. Pour autant s'agit-il d'une simple parenthèse ou cet épisode remettra-t-il en cause l'économie mondialisée et l'intensification des échanges dans la chaine de production des biens de consommation ? Trop tôt pour le dire.

Le boom du télétravail

Cette crise marque une rupture immédiate plus concrète. Cette période de confinement contraint à des activités à distance à partir du domicile. Elles deviennent l'alternative au mode de vie traditionnel. Les termes composés du préfixe « télé » sont légion. La télévision ou le téléphone ont de nouveaux amis : télétravail, téléconférence, téléconsultation, téléassistance ou téléachat. L'internet mondialisé devient le partenaire du local.

Le télétravail à domicile est le principal chamboulement du quotidien de nombre de salariés. Y compris pour ceux et celles habitués à du télétravail proche du domicile dans des espaces partagés ou coworking. Espérons que pour bon nombre de nouveaux télétravailleurs, cet essai forcé non anticipé par leurs entreprises, s'avérera encourageant voire concluant. Selon une étude de France Stratégie et de la Fondation Concorde (1), le télétravail n'était pratiqué que par 2 à 17% des travailleurs français, en 2017. Selon une autre étude de 2019, réalisée par l'Ifop, pour Malakoff (2), 29% des salariés seraient déjà des télétravailleurs. Cette hausse due à la progression considérable du télétravail contractuel reste à pondérer. Il reste ponctuel, 7 jours par mois. Quant au profil type, il est loin des salariés concernés brutalement par le télétravail, en Pays Basque. Selon cette étude, le télétravailleur type vit en région parisienne et il travaille dans une grande entreprise, dans les services. Pour l'heure, seules les entreprises de plus de 100 salariés doivent adopter un plan de mobilité, incluant entre autres, le télétravail. Une entreprise comme Dassault, à Anglet en a adopté un. Elle est un exemple à suivre.

Un impact immédiat faible sur la baisse des déplacements

Le 23 mars dernier, Jérôme Fourquet, politologue de l'Institut d'opinion IFOP affirmait sur LCI : « un tiers des salariés travaillent chez eux en télétravail, un autre tiers est au chômage technique et le dernier tiers se rend sur son lieu de travail ». Il ne précise pas le nombre de télétravailleurs occasionnels au chômage technique, faute d'activités ainsi que le caractère permanent du télétravail actuel. Nécessité fait loi. En 2017, l'étude menée par France Stratégie et la Fondation Concorde prétendait qu'un quart des actifs possédaient les qualifications requises pour le faire. Par la nature des métiers, 60% d'entre eux sont inéligibles (ex : pêcheurs, travailleurs manuels …).il restait 15% des actifs dans un stade intermédiaire. La marge de progression reste importante



Philippe Dessertine, directeur de l'Institut de Hautes Finances, auteur du livre de prospective : « en tout espoir de cause »
© www.philippedessertine.com

Suivant l'adage, la meilleure énergie est celle que l'on ne produit pas, le télétravail est une des pistes privilégiées pour réduire la mobilité, responsable en Pays Basque de plus de 30% des émissions de gaz à effet de serre. Mais, les déplacements domicile-travail ne représentent que 20% du total des déplacements, dans notre territoire (3). L'impact immédiat du télétravail sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre, serait au final assez faible.

La société de la marche

Néanmoins, il comporte un changement structurel radical dans les pays qui le développent, en particulier, dans les pays scandinaves. Philippe Dessertine, économiste reconnu et auteur du livre « en tout espoir de cause », en 2014, voit dans la révolution numérique, une opportunité pour faire face à l'urgence climatique. Face à l'ère industrielle des grandes unités où le personnel se concentrait en un seul lieu, il observe les évolutions amorcées dans les pays du nord de l'Europe. La marche supplante la voiture comme unité de mesures de l'ère industrielle précédente. « Une communauté à l'échelle humaine signifie que pour un ensemble de quelques centaines de personnes, il est possible d'envisager grâce aux solutions numériques un habitat voisinant à distance de marche à pied avec les locaux de travail, les commerces, les écoles, les points de rassemblement d'étudiants de

tous âges. Il faut tout repenser en fonction de la marche – l'unité fondamentale du quotidien. Le matin, on dépose ses enfants à la crèche ou à l'école, on se rend dans un centre de travail partagé où l'on dispose de ses propres connexions, de ses téléphones webcam et différents équipements : on travaille, on se fait livrer par le commerce de la rue voisine, les marchandises dont on a besoin, on passe dans l'éventuel centre de loisirs partagé, où l'on revient chez soi, retrouver sa famille, réservant peut-être un peu de temps de travail après le dîner. Parfois, on se rend dans des locaux plus lointains pour une rencontre, une formation, une convention par les transports en commun ».

Un Pays Basque plus déconcentré ?

Ce retour vers le futur a le mérite de montrer le changement radical de mode de vie lié au télétravail qui va bien au-delà, de la simple sobriété énergétique immédiate. D'autres modes de déplacements sont impactés : le domicile école, le domicile-services, l'état d'esprit circuits courts devient la norme : circuits courts alimentaires avec une proximité entre paysans et consommateurs, via les commerces de proximité ou la vente directe, circuits courts énergétiques, … De façon induite, même des personnes dans les métiers non « télétravaillables » verront réduites la distance domicile-travail. L'accroissement des activités proches du domicile doivent bien être assurées par ces salariés. Plus d'activités de proximité dans les commerces, les crèches, les centres de loisirs, … mobilisent davantage de salariés.

En Pays Basque nord, le télétravail pourrait contribuer à une déconcentration des activités, au profit de l'espace péri-urbain et des bourgs centres de l'intérieur, à Garazi-Baigorri, en Amikuze ou en Soule. En bref, les actifs qui au lieu de se rendre dans l'agglomération bayonnaise resteraient à domicile ou près de chez soi, se restaureraient ou feraient leur course sur place et non sur la côte basque. Dans l'autre sens, des actifs de la côte basque qui feraient le choix de vivre à l'inétrieur, parce qu'un des deux membres d'un couple y travaille déjà, par exemple.



Un exemple de site de coworking, ou espace de travail partagé © blog econocom

Un idéal à relativiser

N'y a-t-il pas un risque à idéaliser le télétravail et le mode de vie décrit ci-dessus ? Il possède des limites intrinsèques.

Tout d'abord, comme indiqué précédemment, il n'est pas encore généralisable, ni pour ceux qui le pratiquent déjà de façon ponctuelle, ni pour ceux dont l'activité est impossible à distance. Bien des télétravailleurs ponctuels vivent loin de leur entreprise et réalisent de longues distances pour s'y rendre. C'est le phénomène des télétravailleurs biarrots ou bordelais qui quittent leur résidence mi- secondaire, pour se rendre à Paris via le train ou l'avion. Cela pourrait même induire une nouvelle fracture sociale. Pour faire simple, les cadres travailleraient de chez eux ou en coworking, grâce à un ordinateur, une connexion Internet et un téléphone portable, alors que l'ouvrier et l'employé sont dépendants de leurs outils du quotidien, non transférables à domicile.

Le monde décrit par M. Dessertine observable dans l'Europe du nord n'est pas en France et ailleurs, en Europe, celui des métropoles qui concentrent toujours davantage d'activités innovantes et de personnes. Pour innover, l'échange physique fréquent entre une ou plusieurs personnes est indispensable et ne se réalise pas par vidéo-conférence. Il s'agit de l' « effet cafeteria », lié au mouvement des technopoles. Des inventeurs se rencontrent autour d'un café, discutent, échangent et finissent par construire des idées et des projets. De la Silicon Valley à Sophia Antipolis, en passant par Izarbel, cet effet est recherché. Innovation et mobilités même réduites vont de pair. Les pistes du coworking spécialisé ou de la déconcentration technopolitaine sont à creuser néanmoins.

Enfin, si les personnes travaillent et vivent à proximité ou à domicile, cela signifie-t-il que le monde vient à elles pour les besoins quotidiens ? Avec le boom du téléachat par Internet, des firmes comme Amazon se frottent les mains actuellement, avec de nouveaux déplacements induits par la livraison à domicile. D'où la nécessité pour les acteurs de proximité de s'organiser collectivement sur Internet. Pour l'anecdote, « les paniers de l'Adour », une plateforme locale de livraison à domicile de fruits et de légumes a triplé ses commandes depuis le début du confinement.



Logo du Panier de l'Adour © www.panierdeladour.com

Un allié involontaire ?

Le coronavirus sera-t-il un allié involontaire contre le changement climatique ? La brutalité du changement engendré par cette crise laisse raisonnablement augurer un monde d'après plus écolo. Si les responsables politiques sont capables d'adopter des mesures drastiques face à une menace conjoncturelle, ils doivent l'être pour adopter des mesures courageuses face à une menace climatique autrement plus dangereuse.

Beñat Oteiza

1) https://www.tironem.fr/etude-potentiel-teletravail-france/

2) https://zevillage.net/teletravail/le-teletravail-gagne-encore-du-terrain-selon-une-etude-de-malakoff-mederic/

3) Données issues du diagnostic PCAET Pays Basque 2019



Grande affluence à St-Jean-de-Luz, pour suivre le cortège funèbre des obsèques du Lehendakari Aguirre.

« La vie courte et exceptionnellement riche » du Lehendakari Aguirre

Jean Claude Larronde, alderdikide, historien et fin connaisseur du nationalisme basque, évoque la figure du Lehendakari Aguirre, dont nous commémorerons le 60e anniversaire de son décès, cette année. Jose Antonio Aguirre, l'Européen convaincu dont la renommée a survécu à une guerre civile et à un exil tragiques.

Quels sont les principaux faits marquants de la vie publique du lehendakari José Antonio Aguirre ?

Certaines personnes ont une vie courte (il est mort à 56 ans à peine) et pourtant exceptionnellement riche. C'est son cas.

Son adolescence est partagée entre ses études de droit et une carrière sportive puisqu'il est joueur de l'équipe de football de l'Athletic de Bilbao (1921-25).

Il devient avocat et président de la Jeunesse Catholique de Biscaye. Un excellent tremplin pour une carrière politique qu'il entreprend dès 1930, exerçant ses talents d'orateur dans les meetings du PNV.

C'est dans les années de la Seconde République, à partir de 1931, qu'il est élu maire de Getxo, député à Madrid à trois reprises et qu'il va se révéler comme le principal artisan du Statut d'Autonomie du Pays Basque. Lorsque celui-ci est enfin arraché à Madrid, en octobre 1936, la guerre civile a commencé depuis deux mois et demi.

Dans un territoire qui ne recouvre pratiquement que la seule Biscaye, José Antonio Aguirre est élu à 32 ans, président du gouvernement basque qui rassemble six formations politiques, toutes opposées au coup d'Etat de Franco. Ce gouvernement lutte avec un courage exemplaire face aux forces coalisées franquistes, nazies et fascistes. Bilbao tombe aux mains des franquistes le 19 juin 1937. Sans aviation, le gouvernement basque est vaincu par la force militaire largement supérieure de ses adversaires.

C'est désormais l'exil pour Aguirre qui n'en continue pas moins la lutte contre le franquisme puis durant la seconde guerre mondiale, contre le nazisme. Son séjour aux



Moment historique : le 07 Octobre 1936, à Gernika, le Lehendakari Aguirre prête le serment de remplir honorablement sa nouvelle fonction, devant les membres du premier Gouvernement basque.

Etats-Unis à partir de la fin de 1941, lui donne une stature internationale car il a l'occasion de rencontrer des intellectuels et politiques démocrates ainsi que la plupart des chefs d'Etat latino-américains, au cours de voyages restés fameux.

José Antonio Aguirre, de retour à Paris en 1946, connaît jusqu'à sa mort (22 mars 1960) de nombreux déboires politiques imputables à la nouvelle conjoncture internationale. Pour les Anglo-saxons, Franco a cessé d'être un ennemi et est devenu au contraire une pièce essentielle dans la lutte anti –communiste. Dans ce contexte, la bataille d'Aguirre à l'ONU, ses contacts avec le Vatican et ses efforts incessants an faveur d'une Europe des Peuples sont loin de recueillir l'écho espéré.

Pourquoi est-il devenu une figure mythique au sein d'EAJ-PNV et même au –delà ?

Je pense que c'est son rôle de catalyseur des énergies antifranquistes dans la guerre civile et plus tard dans l'exil, également son grand charisme et son éternel optimisme qui lui ont donné cet aura. Il a été capable de maintenir l'unité autour de lui, de définir une ligne « aguirriste » qui vaudra à trois de ses conseillers de 1936 d'être expulsés de leur propre parti politique.

Y a-t-il un héritage légué par le lehendakari Aguirre ?

A travers les âges et les vicissitudes, c'est l'héritage démocratique du président Aguirre qui perdure. Egalement, sa foi inébranlable en l'Europe et sa conviction que les régimes issus de la force ne peuvent pas indéfiniment se maintenir au pouvoir.

Certains pensent que vivant, il aurait convaincu les jeunes d'Ekin-ETA, de ne pas emprunter la voie de la violence. Etait-il à ce point une autorité morale, y compris pour ce groupe de jeunes ?

On ne peut réécrire l'Histoire. Cependant, ce n'est pas faire injure au lehendakari Leizaola qui lui a succédé, de dire que ce dernier est loin de posséder l'aura, le charisme, la légitimité et l'autorité morale d'Aguirre. Je peux en témoigner directement pour l'avoir rencontré en tête-à-tête à Paris en 1971. Incontestablement, les qualités ci-dessus comptent pour ce groupe de jeunes. Plus tard, avec son successeur, la situation change du tout au tout.

Les obsèques de José Antonio Aguirre ont-ils constitué un événement à Saint-Jean-de-Luz ?

Au-delà de l'émotion et du terrible coup du sort pour la famille nationaliste, ses obsèques sont restées dans beaucoup de mémoires, de même que l'oraison funèbre prononcée par son ami, Monseigneur Clément Mathieu, Basque de Hasparren.



Le Lehendakari Aguirre en photos

Voilà 60 ans, le premier Lehendakari de l'histoire du Pays Basque décédait. Quelques instants forts de son parcours personnel et politique.



Un leader charismatique qui harangue la foule dans les années 30



Jose Antonio Aguirre, footballeur de l'Athletic Bilbao



Un homme profondément attaché à son pays



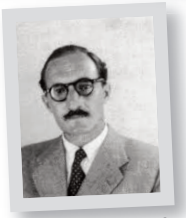
Le lehendakari qui affronte la tragique guerre civile, en allié des Républicains



Le premier des gudaris, les combattants basques



Intense activité diplomatique durant l'exil, entre Europe, Etats-Unis et Amérique du Sud



Dans la clandestinité de 1939 à 1941, sous la fausse identité panaméenne de M. Jose Alvarez Lastra



Infatigable orateur, il mobilise les Basques de la diaspora



Un acteur de la construction européenne, aux côtés de Robert Schuman



Ses obsèques à Saint Jean de Luz. Il décède à 56 ans, le 22 mars 1960, au terme d'une vie humaniste intense